

Revue de presse N° 3694 du lundi 04 novembre 2024

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE L'ALPHABÉTISATION

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

INSPECTION GÉNÉRALE

Service communication
B.P. V 160
Tél : 27 20-22-24-68
Fax : 27 20-21-15-93



Réf. N°3694 MENA / IGEN / COM



Revue de Presse

DU LUNDI 04 NOVEMBRE 2024
Thème de l'année scolaire 2023-2024
**« Soyons des citoyens responsables
pour une école de qualité »**



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE ET DE L'ALPHABÉTISATION



**BONNE RENTRÉE
À TOUS**



L'actu en bref



Réunion mondiale sur l'Éducation au Brésil : « Mariatou Koné présente les modèles de financement innovants en Côte d'Ivoire. » P.10 Anzoumana CISSÉ

Convenir d'un ensemble de stratégies, pour augmenter les investissements dans l'éducation et promouvoir des instruments de financement innovants pour le secteur de l'éducation. Il s'agit de permettre l'accès à plus de financements adaptés aux besoins des pays, en vue de lutter contre les inégalités et combler ainsi, les écarts de financement empêchant d'atteindre l'ODD 4, chose qui constitue l'un des trois objectifs de la réunion mondiale sur l'éducation. Cette activité s'est tenue du 31 octobre au 1^{er} Novembre 2024, à Fortaleza au Brésil. En sa qualité de membre du Comité directeur de haut niveau pour l'ODD 4, la ministre de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation, le Pr Mariatou Koné, a pris part à deux panels, portant respectivement sur le financement de l'éducation et les financements innovants. Il est bon de noter que ces rencontres ont enregistré la participation de la Directrice Générale Adjointe de l'UNESCO chargée de l'Education, Madame Stefania Gianini.



Brésil / Réunion mondiale sur l'éducation : « Mariatou Koné présente le modèle ivoirien en matière de financement. » P.08 Jean PRISCA

Du 31 octobre au 1^{er} novembre 2024 à Fortaleza au Brésil, la Réunion mondiale sur l'éducation 2024 qui s'appuie sur les conclusions de l'événement intitulé « Accélérer les progrès vers l'ODD 4: Bilan des actions transformatrices dans l'éducation », organisé le 17 juin 2024 au siège de l'UNESCO par le Comité directeur de haut niveau pour l'ODD 4. Celle-ci avait pour objectif de définir des stratégies visant à accroître les investissements dans le secteur éducatif, mais

surtout, de favoriser un dialogue multilatéral, inter-disciplinaire et multipartite, reconnaissant le rôle de l'éducation comme facteur d'égalité sociale et comme moteur du développement durable. Présente au Brésil, en sa qualité de membre du Comité directeur de haut niveau pour l'ODD 4, la ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, professeuse Mariatou Koné, a pris part à deux panels, portant respectivement sur le financement de l'Education et les financements innovants.

Rentrée scolaire 2024-2025 : « La fondation “Agir pour Treichville” offre 1000 kits à la population. » P.08 P. KONAN (Stagiaire)

1 000 kits scolaires ont été distribués à la population de Treichville, en présence de Amy Toungara, vice-présidente de l'Assemblée Nationale, par ailleurs députée de Treichville et de l'ambassadeur Claude Sahi, chef de Cabinet du président de la République. L'ensemble des kits a été remis aux présidents de Comité de gestion des quartiers (CGK), à la présidente des femmes, aux secrétaires de section et aux présidents des jeunes, le vendredi 25 octobre dernier. Amy Toungara et Claude Sahi ont salué l'initiative, tout en souhaitant que le donateur poursuive dans cette même dynamique. Ils ont précisé que ce don a été fait pour l'éducation des enfants et ont exhorté les parents d'élèves à faire bon usage de ces kits.



Renforcement de la paix et de la démocratie : « Les journalistes, enseignants et religieux pour des élections apaisées. » P.03 Clément K.

Organisation Non Gouvernementale, la Fondation pour la Démocratie et le Développement (FDD), a lancé ses activités le 30 octobre dernier à la Maison de la Presse au Plateau. Créée par des journalistes, des enseignants et des leaders religieux, la FDD a pour objectif de contribuer à la stabilité démocratique en Côte d'Ivoire ainsi qu'en Afrique, et de favoriser un climat politique serein. Selon Georges Tounkara, journaliste à la Deutsche Welle et président de la FDD, la Fondation se donne pour mission de faire comprendre aux ivoiriens que la démocratie ne doit pas être synonyme de confrontation. Les actions de sensibilisation cibleront aussi bien les écoles que les quartiers, avec pour but d'inculquer aux jeunes et aux adultes des valeurs de tolérance et de compréhension, essentielles à une société sans violence politique.



Abobo / Chantiers du lycée d'excellence, du CHU et du grand marché : « Kandia Camara satisfaite de l'avancement des travaux. » P.02 Hervé KPODION

La maire de la commune d'Abobo, Kandia Kamissoko Camara, s'est satisfaite, de l'avancement des travaux engagés dans sa commune. Au cours d'une tournée, le mardi 29 octobre 2024, sur les chantiers du Lycée d'excellence, à Coco services ; du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) ; et du Grand marché, Kandia Camara a pu s'imprégner du niveau d'évolution des travaux. À l'étape du chantier du Lycée d'excellence, le chef du projet, Alain Kablan, a expliqué que son chantier s'étend sur 4 hectares et que les fondations sont à 97 % d'exécution. Ce lycée sera doté d'un bloc administratif, de bâtiments de 46 classes, d'un préau, d'un bloc sanitaire, de vestiaires, d'une salle polyvalente, d'une piscine et d'aires de jeux. Il devrait être livré en 2025.

Après des ponctions et des suspensions de salaires : « Le SYNESCI fait des révélations sur des irrégularités et prend 2 décisions. » P.10 Dominique FADEGNON

Le Secrétaire Général National (SGN) du Syndicat National des Enseignants du Second Degré de Côte d'Ivoire (SYNESCI), Ekoun Kouassi, a animé une conférence de presse, le vendredi 1^{er} novembre 2024, au siège de ce syndicat, à Yopougon. Il a évoqué les décisions prises lors de l'Assemblée Générale (AG) tenue par son syndicat, la veille, relativement aux mesures du gouvernement, après la grève du 15 au 17 octobre 2024. Pour lui, la suspension des salaires des leaders syndicaux, la poursuite devant le Conseil de discipline sans préjudice de poursuite pénale et la ponction de trois (3) jours sur le salaire des grévistes sont injustes. Aussi l'AG condamne-t-elle les mesures du gouvernement et recommande que toute ponction sur salaire est égale à une ponction sur le programme. Il ne sera plus question de rattraper les cours non faits.

Les grévistes : « Le gouvernement met de l'huile sur le feu...nous allons saisir le Conseil constitutionnel » P.10 DF.

Les Intersyndicales des Ministères de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (IS-MENA) et de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage (IS-METFPA) ont animé une conférence de

presse, le dimanche 3 novembre 2024, à Cocody. Ces organisations ont donné leur position relativement aux ponctions faites sur les salaires et ceux suspendus suite à la grève qu'elles ont observée, du 15 au 17 octobre 2024, pour réclamer l'octroi d'une prime d'incitation. Selon David Bli Blé, « Le gouvernement met de l'huile sur le feu en prenant des sanctions administratives et pénales injustifiées, illégales et inopportunes. Des enseignants en formation, en congé de maternité et maladie ont été illégalement ponctionnés ». Le porte-parole desdites Intersyndicales décide de saisir à cet effet, le Conseil Constitutionnel au niveau national et surtout la Commission des Normes de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) pour faire abroger cette loi inique, injuste et liberticide.

Presse en ligne

SOCIÉTÉ / Lutte contre le travail des enfants : La Côte d'Ivoire a réalisé d'importants progrès. Publié le lundi 4 novembre 2024 | CICG-Côte d'Ivoire

SOCIÉTÉ / Don de kits scolaires : La Fondation "Arch Of Love" apporte un souffle de solidarité aux enfants handicapés. Publié le lundi 4 novembre 2024 | Fratmat.info

SOCIÉTÉ / Mini COP 29 : l'implication des enfants dans la lutte contre la crise climatiques recommandé pour un engagement renforcé. Publié le vendredi 1^{er} novembre 2024 | AIP

SOCIÉTÉ / Brésil / Réunion mondiale sur l'éducation : Mariatou Koné "vend" les modèles ivoiriens de financement innovant. Publié le dimanche 03 novembre 2024 | Fratmat.info

SOCIÉTÉ / Bouaké-Une ONG en soutien des jeunes filles mères et déscolarisées. Publié le lundi 04 novembre 2024 | L'Intelligent d'Abidjan

SOCIÉTÉ / Grève des enseignants : le gouvernement prend des sanctions, les grévistes s'interrogent. Publié le jeudi 31 octobre 2024 | 7info.ci

Détente

Le temps ne t'appartient pas. P. 31 Désiré ATSAIN
Caricature

BOURNE DE LA LISTE ÉLECTORALE

www.mencigenet.com

ACTIVE TON POUVOIR

INSCRIS-TOI
SUR LA LISTE ÉLECTORALE

CEI Côte d'Ivoire
01 225 27 22 88 89 74
www.cei.ci

CEI, en toute transparence

Le **PATRIOTE**

www.lepatriote.ci

Prix : 300 F CFA

23^{ème} Année – N°7444

Lundi 04 octobre 2024

PREMIÈRE PAGE

Résistance suicidaire

Dans la vie, il y a des combats qu'il ne faut pas mener parce qu'ils ne sont pas portés par une cause juste. Et, surtout, qui sont quasiment impossibles à gagner. Celui qui tentent de mener des membres de l'ancienne Fédération étudiante et associative de Côte d'Ivoire (Fesci) – dissoute par le Conseil national de sécurité le 17 octobre dernier – en fait partie.

Par Charles Sanga

Suite page 2

Lutte contre le désordre urbain

Bacongo nettoie Adjamé

29e salon du chocolat à Paris



La Côte d'Ivoire impressionne les grands chocolatiers français

Réunion mondiale sur l'éducation au Brésil



Mariatou Koné présente les modèles ivoiriens de financements

CAN 2023

Yamoussoukro accueille le trophée des Éléphants



Dimbokro / Révision de la liste électorale (RLE) 2024

Adama Coulibaly appelle à une mobilisation massive des populations



3e édition des journées portes ouvertes des institutions de la République



Les Ivoiriens dans le secret de leurs institutions

► Quand le Médiateur de la République se dévoile

Boukani / Lutte contre l'extrémisme violent

La résilience des populations du Nord de plus en plus renforcée

Tourisme : Grandes rencontres du Cese

Siandou Fofana présente "Sublime Côte d'Ivoire"



RÉUNION MONDIALE SUR L'ÉDUCATION AU BRÉSIL

Mariatou Koné présente les modèles de financement innovants en Côte d'Ivoire

Convenir d'un ensemble de stratégies, pour augmenter les investissements dans l'éducation et promouvoir des instruments de financement innovants pour le secteur de l'éducation. Et ce, afin de permettre l'accès à plus de financements adaptés aux besoins des pays, en vue de lutter contre les inégalités et de combler les écarts de financement empêchant d'atteindre l'ODD 4, constitue l'un des trois objectifs de la réunion mondiale sur l'éducation. Laquelle s'est tenue du 31 octobre au 1er Novembre 2024, à Fortaleza au Brésil. En sa qualité de membre du Comité directeur de haut niveau pour l'ODD 4, la ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, le Pr Mariatou Koné, a pris part à deux panels, portant respectivement sur le financement de l'éducation et les financements innovants. Présentant le modèle ivoirien, elle a indiqué que la Côte d'Ivoire ayant



Mariatou Koné (au centre) a participé à la réunion mondiale sur l'éducation. (Ph. Dr)

opté pour une éducation de qualité pour tous, des investissements importants sont faits par le Gouvernement,

sous le leadership du Président de la République, Alassane Ouattara, qui a inscrit l'éducation au cœur des priori-

tés nationales. De ce fait, 4% du Produit Intérieur Brut (PIB) et 22 % du budget national sont consacrés au secteur de l'éducation qui ont dégagé quatre grandes priorités et quarante-deux leviers transformateurs. La feuille de route définit clairement les ressources financières à mobiliser aussi bien en interne qu'à l'extérieur auprès des partenaires techniques. De nombreux défis sont à prendre en compte. Notamment, les situations imprévues du fait du nombre important de populations de pays voisins vivant en Côte d'Ivoire ou fuyant le terrorisme et les crises internes qui menacent leur existence. Pour l'année 2024, par exemple, il faut noter que 20% des effectifs au primaire et 7,4 % au secondaire sont constitués d'élèves dont les parents résident ou ont trouvé refuge en Côte d'Ivoire pour les raisons citées plus haut. Poursuivant, elle a indiqué que

la Côte d'Ivoire, terre d'hospitalité, a pris des dispositions pour faciliter leur intégration dans le système éducatif national. Pour améliorer davantage la qualité du système éducatif, une politique de financements innovants a été mise en place. Il s'agit de la mobilisation de ressources auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux, du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) avec un financement de l'Agence Française de Développement (AFD), du partenariat public-privé avec les industries cacaoyères et bien d'autres. C'est le cas de l'initiative CLEF (Child Learning and Education Facility). Il s'agit également du Fonds à effet multiplicateur du Partenariat Mondial pour l'Éducation et du financement axé sur les résultats, le « P for R », qui permettent à la Côte d'Ivoire de bénéficier de financement à chaque fois qu'elle atteint ses objectifs en matière d'éducation. Il est bon de noter que ces rencontres ont enregistré la participation de la Directrice Générale Adjointe de l'UNESCO chargée de l'Éducation, Madame Stefania Giannini.

AC

Brésil / Réunion mondiale sur l'éducation

Mariatou Koné présente le modèle ivoirien en matière de financement



La ministre Mariatou Koné a pris une part active à la Réunion mondiale sur l'éducation 2024.

Du 31 octobre au 1^{er} novembre 2024 à Fortaleza au Brésil, la Réunion mondiale sur l'éducation 2024 qui s'appuie sur les conclusions de l'événement intitulé Accélérer les progrès vers l'ODD 4 : Bilan des actions transformatrices dans l'éducation organisé le 17 juin 2024 au siège de l'UNESCO par le Comité directeur de haut niveau pour l'ODD 4. Celle-ci avait pour objectif de définir des stratégies visant à accroître les investissements dans le secteur éducatif, mais surtout de favoriser un dialogue multilatéral, inter-

disciplinaire et multipartite reconnaissant le rôle de l'éducation comme facteur d'égalité sociale et comme moteur du développement durable. Présente au Brésil, en sa qualité de membre du Comité directeur de haut niveau pour l'ODD 4, la ministre de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation, Mariatou Koné, a pris part à deux panels, portant respectivement sur le financement de l'Éducation et les financements innovants. Celles-ci ont été marquées par la présence de la Directrice Générale Adjointe de l'UNESCO chargée de l'Éducation, Madame Stefania Giannini.

Présentant le modèle ivoirien, elle a indiqué que la Côte d'Ivoire ayant opté pour une éducation de qualité pour tous, des investissements importants sont faits par le Gouvernement ivoirien. De ce fait, 4% du Produit Intérieur Brut (PIB) et 22% du budget national sont consacrés au secteur de l'Éducation. Elle a présenté deux documents importants, à savoir le Plan sectoriel pour l'éducation et les recommandations issues des États généraux de l'éducation nationale et de l'alphabétisation (EGENA), qui ont dégagé quatre grandes priorités et quarante-deux leviers transformateurs. Et définit clairement les ressources financières à mobiliser aussi bien en interne qu'à l'extérieur auprès des partenaires techniques et financiers. Pour améliorer davantage la qualité du système éducatif, une politique de financements innovants a été mise en place. Il s'agit de la mobilisation de ressources auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux, du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) avec un financement de l'Agence Française de Développement (AFD), du partenariat public-privé avec les industries caennaises et bien d'autres. C'est le cas de l'initiative CLEF (Child Learning and

Education Facility). Il s'agit également du Fonds à effet multiplicateur du Partenariat Mondial pour l'Éducation et du financement axé sur les résultats, le « P for R », qui permettent à la Côte d'Ivoire

de bénéficier de financement à chaque fois qu'elle atteint ses objectifs en matière d'éducation.

JEAN PRISCA

Rentrée scolaire 2024-2025

La fondation « Agir pour Treichville » offre 1000 kits à la population

1 000 kits scolaires ont été distribués à la population de Treichville, en présence de Amy Toungara, vice-présidente de l'Assemblée nationale, par ailleurs députée de Treichville

et de l'ambassadeur Claude Sahi, chef de Cabinet de la République. L'ensemble des kits a été remis aux présidents de Comité de gestion des quartiers (CGK), à la présidente des femmes, aux secrétaires de section et aux présidents des jeunes, le vendredi 25 octobre dernier. Amy Toungara et Claude Sahi ont salué l'initiative tout en souhaitant que le donateur poursuive dans cette même dynamique. Ils ont précisé que ce don a été fait pour l'éducation des enfants et ont exhorté les parents d'élèves à faire bon usage de ces kits.

Pour le président de la Fondation, Issa Fadiga, par ailleurs 5^e adjoint au maire de Treichville, ce geste de portée sociale s'inscrit dans la droite ligne des actions posées par le maire Amichia François et la députée Amy Toungara. **« Nous ne sommes pas à notre première action. Chaque année, nous menons des actions dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'employabilité des jeunes. Nous avons décidé cette année d'offrir**

1000 kits aux enfants pour favoriser leur bien-être, en matière d'éducation », a-t-il avancé. Aussi a-t-il ajouté que les actions menées au sein de l'ONG s'inspirent dans la dynamique

de la Mairie, mais aussi que les besoins de la population sont tellement énormes que chacun, à son niveau, doit mettre du sien pour relever les défis.

P. KONAN (Stagiaire)



Renforcement de la paix et de la démocratie Les journalistes, enseignants et religieux pour des élections apaisées



Les responsables de la Fdd, lors de la présentation de leur organisation.

La Fondation pour la Démocratie et le Développement (Fdd), organisation non gouvernementale de la société civile, a lancé ses activités le 30 octobre dernier à la Maison de la Presse au Plateau.

Créée par des journalistes, des enseignants et des leaders religieux, la Fdd a pour objectif de contribuer à la stabilité démocratique en Côte d'Ivoire et en Afrique, et de favoriser un climat politique serein. Georges Tounkara, journaliste à la Deutsche Welle et prési-

dent de la Fdd, a affirmé que la Fondation se donne pour mission de jouer un rôle clé dans le renforcement de la démocratie en Côte d'Ivoire. « *Il s'agit de promouvoir des valeurs démocratiques et de faire comprendre aux Ivoiriens que la démocratie ne doit pas être synonyme de confrontation* », a-t-il déclaré, en ajoutant que l'objectif est de « *faire tomber les barrières de méfiance entre les citoyens.* » Il a souligné l'importance de transformer les périodes électorales en moments de paix et de célébration, et non de tension et de crainte.

En vue de l'élection présidentielle de 2025, Georges Tounkara a annoncé que la Fdd déploiera ses équipes sur le terrain, en zones urbaines et rurales, pour sensibiliser les populations avant, pendant et après l'élection. Les actions de sensibilisation cibleront aussi bien les écoles que les quartiers, avec pour but d'inculquer aux jeunes et aux adultes des valeurs de tolérance et de compréhension, essentielles à une société sans violence politique. En plus de ses actions pour la paix et la démocratie, la Fdd souhaite aussi apporter un soutien aux populations vulnérables dans certaines régions, sans toutefois se substituer à l'État, précise Georges Tounkara. Les activités de la Fondation démarreront officiellement en janvier 2025 par une conférence publique sur le thème de la démocratie. Solange Aralamon, journaliste et membre de la Fdd, a de plus annoncé la création d'une cellule anti-fake news sur les réseaux sociaux pour lutter contre la désinformation, source potentielle de tensions durant les périodes électorales.

C.K.

lundi 04 novembre 2024 - 300 F

soirinfo

n°9003

Renforcement des missions de l'Arti

Amadou Koné fait adopter un projet de loi par le Sénat



Bouaké/ Recherché depuis quelques jours

Un capitaine de police retrouvé mort dans sa chambre, le crâne ouvert

Révision de la liste électorale 2024

● Abidjan/ Thiam : « Si on gagne Yopougon, on gagne... »



● Dimbokro/ Adama Coulibaly salue l'engouement

● Man/ Vagondo Diomandé lance un appel à la mobilisation



● Bafing/ Moussa Sanogo pour une participation accrue des populations



Abobo/ Chantiers du lycée d'excellence, du Chu et du grand marché



Kandia satisfaite de l'avancement des travaux

Ponctions et suspensions sur le salaire d'enseignants

Le Synesci fait des révélations et prend 2 décisions



Grandes rencontres du Cese

Siandou Fofana présente les grands axes de "Sublime Côte d'Ivoire"



Yamoussoukro/ Présentation du trophée de la Gan 2023

Souleymane Diarrassouba souligne le rôle joué par les populations



Akoupé-Zeudji/ Vente de 100 ha de terre

Plusieurs Fds acquéreurs menacent



ABOBO/ CHANTIERS DU LYCÉE D'EXCELLENCE, DU CHU ET DU GRAND MARCHÉ

Kandia Camara satisfaite de l'avancement des travaux

La maire de la commune d'Abobo, Kandia Kamissoko Camara, s'est satisfaite, le mardi 29 octobre 2024, de l'avancement des travaux engagés dans sa commune. Au cours d'une tournée sur les chantiers du Lycée d'excellence, à Coco services ; du Centre hospitalier universitaire (Chu) ; et du Grand marché, Kandia Camara a pu s'imprégner du niveau d'évolution des travaux. A l'étape du chantier du lycée d'excellence, le chef du projet, Alain Kablan, a expliqué que son chantier s'étend sur 4 hectares et que les fondations sont à 97 % d'exécution. Ce lycée sera doté d'un bloc administratif, de bâtiments de 46 classes, d'un préau, d'un bloc sanitaire, de vestiaires, d'une salle polyvalente, d'une piscine et d'aires de jeux. Il devrait être livré en 2025.

Au nouveau Centre hospitalier universitaire (Chu) d'Abobo, elle a constaté qu'il est construit sur 18 hectares et sera livré le 7 septembre 2025. A écouter Kandia Camara, il s'agira du « plus grand Chu de l'Afrique de l'ouest, avec toutes les commodités ».

Le Grand marché d'Abobo, lui, est édifié sur une superficie de 4 hectares. Il faudra encore 48 mois avant de voir le mar-



Kandia Camara (au milieu) a parcouru sa commune pour visiter les chantiers engagés. (Ph. DR)

ché fonctionnel.

A la fin de sa tournée de terrain, Kandia Camara a affirmé : « Nous avons l'habitude de visiter les chantiers en cours. Nous étions, récemment, au Palais de justice de BC, au Lycée de jeunes filles avec internat d'Akéikoi et au garage-école de M-Ponon. Aujourd'hui, nous avons visité le Lycée d'excellence, le Chu et le Grand marché d'Abobo, pour nous rendre compte de l'avancement des travaux ». Elle a affirmé sa grande satisfaction. A l'entendre, tous ces chantiers permettront « de rattraper le re-

tard d'Abobo, d'ici quelques mois voire quelques années ».

Kandia Camara a exprimé sa reconnaissance au président de la République, Alassane Ouattara, qui, a-t-elle dit, « a décidé de faire d'Abobo une commune moderne, où les populations travaillent dans de bonnes conditions. Nous sommes là pour traduire cette vision sur le terrain ».

Par ailleurs, elle a annoncé pour bientôt des logements sociaux à Abobo.

Hervé KPODION

APRÈS DES PONCTIONS ET DES SUSPENSIONS DE SALAIRES

Le Synesci fait des révélations sur des irrégularités et prend 2 décisions

Le secrétaire général national (sgn) du Syndicat national des enseignants du second degré de Côte d'Ivoire (Synesci), Ekoun Kouassi, a animé une conférence de presse, le vendredi 1^{er} novembre 2024, au siège de ce syndicat, à Yopougon.

Il a évoqué les décisions prises lors de l'Assemblée générale (Ag) tenue par son syndicat, la veille, relativement aux mesures du gouvernement, après la grève du 15 au 17 octobre 2024, notamment la suspension des salaires des leaders syndicaux, la poursuite devant le Conseil de discipline sans préjudice de poursuite pénale et la ponction de trois (3) jours sur le salaire des grévistes.

« L'Ag condamne les mesures du gouvernement et recommande que toute ponction sur salaire est égale à une ponction sur le programme. Il ne sera plus question de rattraper les cours non faits. Si les ponctions ont été faites, c'est pour payer ceux qui vont faire le travail sur les trois jours qui ont été déduits de nos salaires. Les enseignants, contrairement à d'autres corps de métier, ne font pas des arrêts de travail mais plutôt des reports d'activités. En effet, l'enseignant reprend ses enseignements là où ils les avaient interrompus. En outre, des enseignantes en congé de maternité



Ekoun Kouassi (au fond), avec des membres de son bureau. (Ph. D.F.)

ou des enseignants, qui n'avaient pas cours, ont subi des ponctions de salaire. Nous ne comprenons pas à quelle logique répond la suspension des salaires des leaders syndicaux, après trois (3) jours de grève.

La deuxième recommandation, c'est que les professeurs de collège doivent impérativement arrêter de dispenser les cours au second cycle. Le professeur de collège grade A3 (Cap/Cm) n'est pas payé pour dispenser les cours au second cycle. Mais nous le faisons par conscience professionnelle, surtout en mathématiques où il manque cruellement d'enseignants », a-t-il fait savoir, ajoutant que ces recommandations ne sont pas exhaustives. Et que les

stratégies suivront avec l'évolution de l'actualité.

Ekoun Kouassi a rappelé que le 8 août 2022, après la signature du protocole d'accord portant trêve sociale, les ministres avaient été instruits de mettre sur pied les Comités sectoriels dans leurs départements respectifs. Si les discussions ont démarré au Ministère de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation (Mena), le 21 février 2023, le secondaire n'a eu aucun « résultat tangible jusqu'en 2024 ». C'est alors que l'Intersyndicale-Mena (Is-Mena) des faitières, en Ag, le 14 septembre 2024, a décidé du dépôt d'un préavis de grève allant du 15 au 17 octobre 2024, pour l'instauration

d'une prime trimestrielle d'incitation.

« Ce préavis annonçait cette grève, un mois avant, là où la règle en la matière est de six jours ouvrables », a-t-il argumenté, avant d'indiquer

attendre les résolutions du Comité consultatif du ministère de la Fonction publique du 28 novembre 2024.

Dominique FADEGNON



Les grévistes : « Le gouvernement met de l'huile sur le feu...nous allons saisir le Conseil constitutionnel »

Les Intersyndicales des Ministères de l'éducation nationale et de l'alphabétisation (Is-Mena) et de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage (Is-Metfpa) ont animé une conférence de presse, le dimanche 3 novembre 2024, à Cocody.

Ces organisations ont donné leur position relativement aux ponctions faites sur les salaires et les salaires suspendus suite à la grève qu'elles ont observée, du 15 au 17 octobre 2024, pour réclamer l'octroi d'une prime d'incitation.

« *Le gouvernement met de l'huile sur le feu en prenant des sanctions administratives et pénales injustifiées, illégales et inopportunes (...). Des enseignants en formation, en congé de maternité, des fonctionnaires en congé maladie etc ont été illégalement ponctionnés (...). Toutes ces sanctions iniques se fondent sur la loi n°92-571 du 11 septembre 1992. Depuis sa promulgation, jamais, nous disons bien jamais, aucun récépissé n'a été délivré à une organisation syndicale pour aller en grève (...). Nous allons donc saisir à cet effet, le Conseil constitutionnel au niveau national et surtout la Commission des normes de l'Oit (Organisation internationale du travail) pour faire abroger cette loi inique, injuste et liberticide »*, a indiqué David Bli Blé, porte-parole desdites Intersyndicales, qui a rappelé au gouvernement que toutes les démarches sont focalisées sur l'obtention des primes incitatives. Et d'annoncer une tournée, du 10 au 16 novembre 2024, dans plusieurs localités du pays.

D.F.



AGENCE IVOIRIENNE DE PRESSE

Leader de l'information de proximité





SOCIÉTÉ / Lutte contre le travail des enfants : La Côte d'Ivoire a réalisé d'importants progrès. Publié le lundi 4 novembre 2024 | CICG-Côte d'Ivoire



© CICG-COTE D'IVOIRE PAR DR
LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS : LA COTE D'IVOIRE A REALISE D'IMPORTANTES PROGRES

La Journée mondiale de lutte contre le travail des enfants (JMTE) est célébrée le 9 novembre de chaque année. En Côte d'Ivoire, pays considéré comme un bon élève en matière de lutte contre ce fléau, des actions concrètes ont été posées, avec des acquis significatifs.

En Côte d'Ivoire, les enfants sont protégés contre toute forme d'exploitation. Le pays s'est doté d'un cadre juridique et institutionnel pour lutter contre le travail des enfants. Le Comité national de surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (CNS) et le Comité

interministériel de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants ont ainsi vu le jour.

« Ces deux comités ont pour mission de mener des actions de prévention et de protection des enfants ainsi que de coordonner toutes les initiatives sur le plan national visant à éliminer le phénomène du travail des enfants dans notre pays », a rappelé la Première dame Dominique Ouattara à l'ouverture de la réunion de haut niveau sur le travail des enfants tenue le 22 octobre 2024 à Abidjan.

La Côte d'Ivoire est aujourd'hui considérée comme un bon élève en matière de lutte contre le travail des enfants. Avec des résultats salués par la communauté internationale.

Ces dix dernières années, le taux de prévalence national du travail des enfants dans plusieurs secteurs d'activités économiques a connu une baisse.

De bons points confirmés en septembre 2023 par le Rapport de l'USDOL sur les pires formes du travail des enfants dénommé « Constatations sur les pires formes de travail des enfants ». Ce rapport indiquait que quatre pays (Argentine, Colombie, Côte d'Ivoire et l'Ouzbékistan) sur 131 évalués, ont obtenu la plus haute évaluation, à savoir un progrès significatif dans la lutte contre le travail des enfants. La Côte d'Ivoire étant donc le seul pays africain qui recevait la plus haute évaluation dans ce classement du département du Travail des Etats-Unis d'Amérique.

Pour parvenir à ces résultats, le gouvernement ivoirien a mené de nombreuses actions parmi lesquelles on peut citer le mécanisme national d'alerte précoce, de collectes de données, d'intervention et de décision, dénommé Système d'observation et de suivi du travail des enfants en Côte d'Ivoire (SOSTECI). Et la lutte contre le travail des enfants est un volet important de la Stratégie nationale pour une cacaoculture durable.

En plus de l'intensification de la sensibilisation des communautés, le pays dispose d'une sous-direction de la Police criminelle en charge

de la lutte contre le travail des enfants et la délinquance juvénile avec des antennes régionales à Soubré, San Pedro, Bondoukou, Bouaké, Korhogo et Man.

En 2022, ces brigades ont secouru 2 115 victimes et procédé à 602 arrestations. 1 584 enfants victimes de traite ont été secourus et 302 personnes impliquées ont été arrêtées. En 2023, elles ont secouru 3 057 victimes de violences faites aux enfants et arrêté 1 957 personnes. En matière de traite des enfants, 1 857 victimes ont été secourues et 603 arrestations ont été enregistrées.

En plus de la répression les ministères concernés mènent de nombreuses actions.

Au ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation par exemple, la politique de l'école obligatoire en 2015 avec une attention particulière à la scolarisation de la jeune fille a été une des décisions majeures. Depuis 2011, le pays a construit 95 428 salles de classe, doublant presque la capacité d'accueil. Ce sont plus de 69 000 enseignants qui ont été recrutés entre 2021 et 2023. Les mesures sociales telles que la distribution des kits scolaires, la suppression de certains frais ont amélioré le taux de scolarisation.

Le pays dispose aussi de centres de protection pour les enfants victimes d'exploitation construits par la Fondation Children of Africa. A Soubré et Ferkessédougou, on a des centres de transit destinés à la lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants. A Bouaké, un centre de réinsertion de mineurs.

Toutes ces actions valent à la Côte d'Ivoire d'être régulièrement classée dans le rapport de l'USDOL, parmi les pays qui progressent dans la lutte contre le travail des enfants. L'objectif étant la prévention et la protection des enfants afin d'arriver à l'éradication définitive du phénomène.

CICG

SOCIÉTÉ / Don de kits scolaires : La Fondation "Arch Of Love" apporte un souffle de solidarité aux enfants handicapés. Publié le lundi 4 novembre 2024 | Fratmat.info



L'Ong « Arch Of Love espère encourager » à travers ces dons la persévérance scolaire des enfants en situation de handicap.

La Fondation "Arch Of Love" a fait un don significatif de kits scolaires à la Coordination des Associations de Personnes Handicapées de Côte d'Ivoire (CAPH-CI), le dimanche 3 novembre 2024, à Abidjan-Abobo. Ce geste s'inscrit dans la volonté de la fondation d'adopter une approche inclusive en soutenant les plus vulnérables. En tout, 120 kits composés de cahiers, stylos, règles, et ardoises, soigneusement emballés dans des sacs à dos, ont été remis aux enfants des niveaux CE, CM, et collège.



En plus des fournitures scolaires, la Fondation a offert des kits de pause-café au siège de la CAPH-CI,

En plus des fournitures scolaires, la Fondation a offert des kits de pause-café au siège de la CAPH-CI, manifestant son soutien également envers les responsables de l'organisation. Par cette contribution, Arch Of Love espère encourager la persévérance scolaire des enfants en situation de handicap.

« Nous œuvrons dans le domaine social avec des dons réguliers aux veuves et orphelins. Il était donc essentiel de participer à la rentrée scolaire en aidant les familles de personnes handicapées, souvent marginalisées. C'est notre première collaboration avec des organisations de personnes handicapées, et nous espérons que ce soutien leur apportera réconfort et espoir. Nous restons ouverts à toute contribution extérieure pour en faire davantage », a déclaré Désiré Brice, vice-président de l'ONG Arch Of Love.

Pour Koné Yacouba, président de la CAPH-CI, ce don représente une bouffée d'oxygène, surtout en cette période où les soutiens se font rares pour les personnes handicapées. « Merci pour ce don inestimable, qui soulage de nombreuses familles membres de notre organisation. Grâce

à vous, l'espoir renaît pour les personnes handicapées », a-t-il souligné, ajoutant que cette action marque le début d'un partenariat durable entre la Fondation et la CAPH-CI.

Créée en 2021, la Fondation Arch Of Love a pour mission de soutenir les populations vulnérables en leur apportant une aide matérielle et alimentaire. Cette jeune organisation s'efforce de contribuer à un meilleur équilibre social en Côte d'Ivoire à travers ses initiatives solidaires.

Source : Sercom

Par Salif D. Cheickna



SOCIÉTÉ / Mini COP 29 : l'implication des enfants dans la lutte contre la crise climatiques recommandé pour un engagement renforcé. Publié le vendredi 1^{er} novembre 2024 | AIP

L'organisation internationale Save the Children Côte d'Ivoire a organisé, dans le cadre de la préparation à la COP29 qui se déroulera du 11 au 22 novembre à Baku, en Azerbaïdjan, une conférence de presse jeudi 31 octobre 2024 à Grand-Bassam pour présenter les recommandations formulées par les organisations d'enfants dont leurs implication dans la lutte contre la crise climatiques.

Cet événement met en lumière l'importance de donner une voix aux plus jeunes face aux enjeux climatiques. À l'occasion de la COP29, 22 bureaux pays de l'organisation internationale Save the Children, dont celui de Côte d'Ivoire, ont manifesté leur intérêt à accompagner les organisations d'enfants dans la tenue de leur propre COP au niveau national. Au cours de deux jours, ils ont élaboré des recommandations en mode collaboratif.

Parmi les recommandations, la présidente de la fédération des conseils communaux des enfants, Djédjé Aurélie Esther, appelle le gouvernement à intégrer le changement climatique dans le programme de l'éducation nationale pour mieux informer les enfants. Elle propose également la création d'un Nouvel Objectif Collectif Quantifié (NCQG) sur le financement climatique, tenant compte du genre et de l'âge, et intégrant les droits de l'enfant. Les enfants souhaitent être reconnus comme acteurs clés dans la lutte contre la crise climatique, avec des mécanismes pour participer à l'élaboration des politiques.

Ils suggèrent la création d'une journée nationale scolaire bioécologique pour sensibiliser élèves et enseignants. Enfin, ils demandent la mise à disposition de plants d'arbres pour les écoles et le renforcement des infrastructures sanitaires pour mieux protéger les élèves des pandémies liées aux changements climatiques.

La représentante du ministère de l'environnement, du développement durable et de la transition écologique, Patricia Djétouan, recevant les recommandations a salué cet engagement des enfants et s'est engagée à les transmettre au ministre qui est outillé pour les rendre réalisables soulignant l'importance d'écouter les voix des enfants et les porter au-delà des frontières.

Fédération des conseils communaux des enfants

Selon le coordonnateur du plaidoyer pour Save the Children, Koffi Hervé, cette mobilisation des jeunes pour la défense de leurs droits face aux crises climatiques est importante, alors qu'ils subissent de plein fouet les effets du changement climatique. Save the Children, fort de plus d'un siècle d'expérience dans la protection des droits des enfants, réaffirme son engagement à permettre à ces derniers de faire entendre leur voix dans les décisions qui les concernent.

Cette initiative qui s'est déroulée du 30 au 31 octobre 2024 à Grand Bassam est essentielle pour construire un avenir durable et résilient pour les générations futures, notamment en trouvant des solutions adaptées pour les enfants, les plus vulnérables face aux défis environnementaux, note-t-on.

(AIP)

SOCIÉTÉ / Brésil / Réunion mondiale sur l'éducation : Mariatou Koné "vend" les modèles ivoiriens de financement innovant. Publié le dimanche 03 novembre 2024 | Fratmat.info



Au Brésil, Mariatou Koné, a participé à deux panels centrés sur le financement de l'éducation et les méthodes de financement innovantes.

La Réunion mondiale sur l'éducation s'est tenue du 31 octobre au 1er novembre 2024 à Fortaleza, au Brésil, avec pour objectif de définir des stratégies visant à accroître les investissements dans le secteur éducatif. Les participants ont discuté de moyens novateurs pour

mobiliser des financements de meilleure qualité, alignés sur les besoins spécifiques des pays, afin de réduire les inégalités et combler les déficits financiers freinant la réalisation de l'Objectif de Développement Durable 4 (ODD 4).

En tant que membre du Comité directeur de haut niveau pour l'ODD 4, la ministre ivoirienne de l'Éducation, Mariatou Koné, a participé à deux panels centrés sur le financement de l'éducation et les méthodes de financement innovantes. Présentant les avancées de la Côte d'Ivoire, elle a expliqué que, sous l'impulsion du Président Alassane Ouattara, le gouvernement a placé l'éducation parmi ses priorités nationales. Ainsi, 4 % du Produit Intérieur Brut (PIB) et 22 % du budget national sont alloués à l'éducation, témoignant de l'engagement du pays pour une éducation de qualité pour tous.



Des personnalités participant à la réunion mondiale sur l'éducation

La ministre a évoqué deux documents de référence pour le secteur : le Plan Sectoriel pour l'Éducation et les recommandations issues des

États Généraux de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (EGENA), qui mettent en avant quatre grandes priorités et quarante-deux leviers pour transformer le système éducatif. La feuille de route de ces initiatives précise les ressources financières à mobiliser, tant à l'interne qu'auprès des partenaires techniques et financiers internationaux. Toutefois, la Côte d'Ivoire doit faire face à des défis majeurs, comme l'accueil de populations venues des pays voisins, fuyant les conflits et les situations de crise. En 2024, par exemple, 20 % des élèves du primaire et 7,4 % des élèves du secondaire en Côte d'Ivoire sont issus de familles résidentes ou réfugiées dans le pays.

Pour intégrer ces élèves et répondre aux besoins croissants, la Côte d'Ivoire a mis en place une politique de financements innovants, mobilisant des ressources auprès de partenaires bilatéraux et multilatéraux. Parmi ces initiatives figurent le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) financé par l'Agence Française de Développement (AFD), des partenariats public-privé avec les industries cacaoyères, et des programmes tels que la CLEF (Child Learning and Education Facility).

La ministre a également mentionné le Fonds à effet multiplicateur du Partenariat Mondial pour l'Éducation ainsi que le financement axé sur les résultats, le « P for R », qui permet à la Côte d'Ivoire de recevoir des fonds en fonction de l'atteinte de ses objectifs en matière d'éducation.

Cette réunion a réuni de nombreux acteurs du secteur, notamment la Directrice Générale Adjointe de l'UNESCO pour l'Éducation, Madame Stefania Giannini, renforçant l'engagement global en faveur de solutions concrètes pour améliorer les systèmes éducatifs à travers le monde.

Source: Dircom MENA

Par Salif D. Cheickna

SOCIÉTÉ / Bouaké-Une ONG en soutien des jeunes filles mères et déscolarisées. Publié le lundi 04 novembre 2024 | L'Intelligent d'Abidjan



L'ONG Pro-Kids aux côtés des jeunes filles mères et déscolarisées. Photo : IA

L'ONG Pro-Kids offre une seconde chance aux jeunes filles mères et aux filles déscolarisées. Grâce à son programme “Je parraine une fille”, l'ONG a permis à 375 jeunes filles en Côte d'Ivoire, depuis 2017, de retourner à l'école ou d'apprendre un métier. Actuellement, ce programme est actif dans trois villes ivoiriennes : Bouaké, Korhogo et Guiglo. Ange Carrelle Boussou, point focal du projet à Bouaké, a expliqué que ce programme vise à redonner confiance aux jeunes filles mères et déscolarisées, en les aidant à surmonter les épreuves qu'elles traversent et à transformer leur histoire.

« Nous contribuons à promouvoir une éducation de qualité par la formation et la réinsertion des jeunes filles. Nous les encourageons à retourner à l'école et à prendre conscience des dangers des grossesses précoces », a-t-elle ajouté.

À Bouaké, environ 30 jeunes filles bénéficient depuis juillet d'une formation dans plusieurs métiers afin de faciliter leur réinsertion scolaire ou dans des centres de formation. Déjà, 16 filles de Bouaké ont pu bénéficier de la réinsertion et poursuivent leur formation jusqu'en décembre 2024.

Certaines bénéficiaires de ce programme expriment leur gratitude envers l'ONG pour ces actions qui redonnent espoir aux jeunes en situation difficile.

« Je remercie sincèrement cette ONG pour cette initiative. Grâce à elle, j'ai appris de mes erreurs. Aujourd'hui, je suis les cours à l'école. Je suis aussi une formation en informatique, ce qui m'ouvre davantage aux opportunités professionnelles. Lorsque j'ai pris ma grossesse, j'étais abattue et pensais que tout était fini, mais j'ai eu l'opportunité de poursuivre mon rêve. Je remercie profondément la fondation MTN pour tout », témoigne Konan Reine Teki, élève en classe de 3e, qui avait dû interrompre ses études il y a deux ans en raison de sa grossesse et de difficultés financières.

La présidente de l'ONG, Aïcha Gladys Traoré, encourage ces jeunes filles à persévérer pour donner un sens à leur avenir. Selon elle, cette initiative s'étendra dans d'autres villes pour former davantage de jeunes filles et permettre à celles qui se sentent découragées de réaliser leurs rêves.

Enfin, il convient de noter qu'en reconnaissance de ses actions ayant un impact positif sur la jeunesse, l'ONG Pro-Kids a été honorée du Prix d'Excellence Côte d'Ivoire 2024.

Nambacéré Joël

SOCIÉTÉ / Grève des enseignants : le gouvernement prend des sanctions, les grévistes s'interrogent. Publié le jeudi 31 octobre 2024 | 7info.ci



Après la communication du gouvernement sur les trois jours de grève qui ont eu lieu dans les secteurs éducation/formation et santé, le camp des grévistes réagit. Bli Blé David, le Secrétaire général de la Confédération ivoirienne des syndicats libres DIGNITE – et président de la Centrale professionnelle de l'enseignement de Côte d'Ivoire, s'est confié à 7info.

« (...) nous voulons bien comprendre l'attitude du gouvernement », a réagi ce jeudi 31 octobre 2024, Bli Blé David, le Secrétaire général de

la confédération ivoirienne des syndicats libres DIGNITE – et président de la Centrale professionnelle de l'enseignement de Côte d'Ivoire.

Il réagissait à la communication du gouvernement sur la grève observée il y a peu dans les secteurs éducation/formation et santé.

Du 15 au 17 octobre 2024, sur mot d'ordre de certains syndicats, des enseignants et des agents de santé ont observé un arrêt de travail jugé illégal.

Une grève jugée illégale par le gouvernement. L'exécutif ivoirien estime qu'elle ne respecte pas la loi n°92-571 du 11 septembre 1992 sur la grève dans les services publics.

Aussi a-t-il décidé de sanctionner les fonctionnaires et agents de l'Etat qui ont pris part à cet arrêt de travail.

Le mercredi 30 octobre 2024 à l'issue du conseil des ministres, le gouvernement a annoncé des mesures dans ce sens.

« (...) compte tenu du caractère illégal de ce mouvement de grève, et en application de la loi susmentionnée, les meneurs principaux au nombre de vingt-six (26) ont vu leur salaire suspendu dès ce mois d'octobre et les autres participants ont subi une retenue sur salaire équivalente aux trois (03) jours de grève », annonce le gouvernement ivoirien.

« Sans préjudice des poursuites pénales dont sera saisi le Procureur de la République pour les auteurs d'actes de violence et de destruction de biens publics ou privés, la procédure disciplinaire sera déclenchée contre les meneurs de cette grève illégale dès la semaine prochaine », précise le porte-parole du gouvernement.

Pour le camp des enseignants grévistes, la période d'arrêt de travail est terminée. Ils restent focus sur les discussions entamées pour la prise en compte de leurs revendications.

« Nous sommes en négociation avec le gouvernement. La grève de trois jours est terminée. Nous avons eu à faire trois jours de travail pour consolider les acquis du dialogue social au niveau du ministère de l'Education nationale et de l'Alphabétisation.

Avec notre ministère, nous avons transmis le dossier relatif à nos revendications et particulièrement la revendication prioritaire à madame la ministre d'Etat.

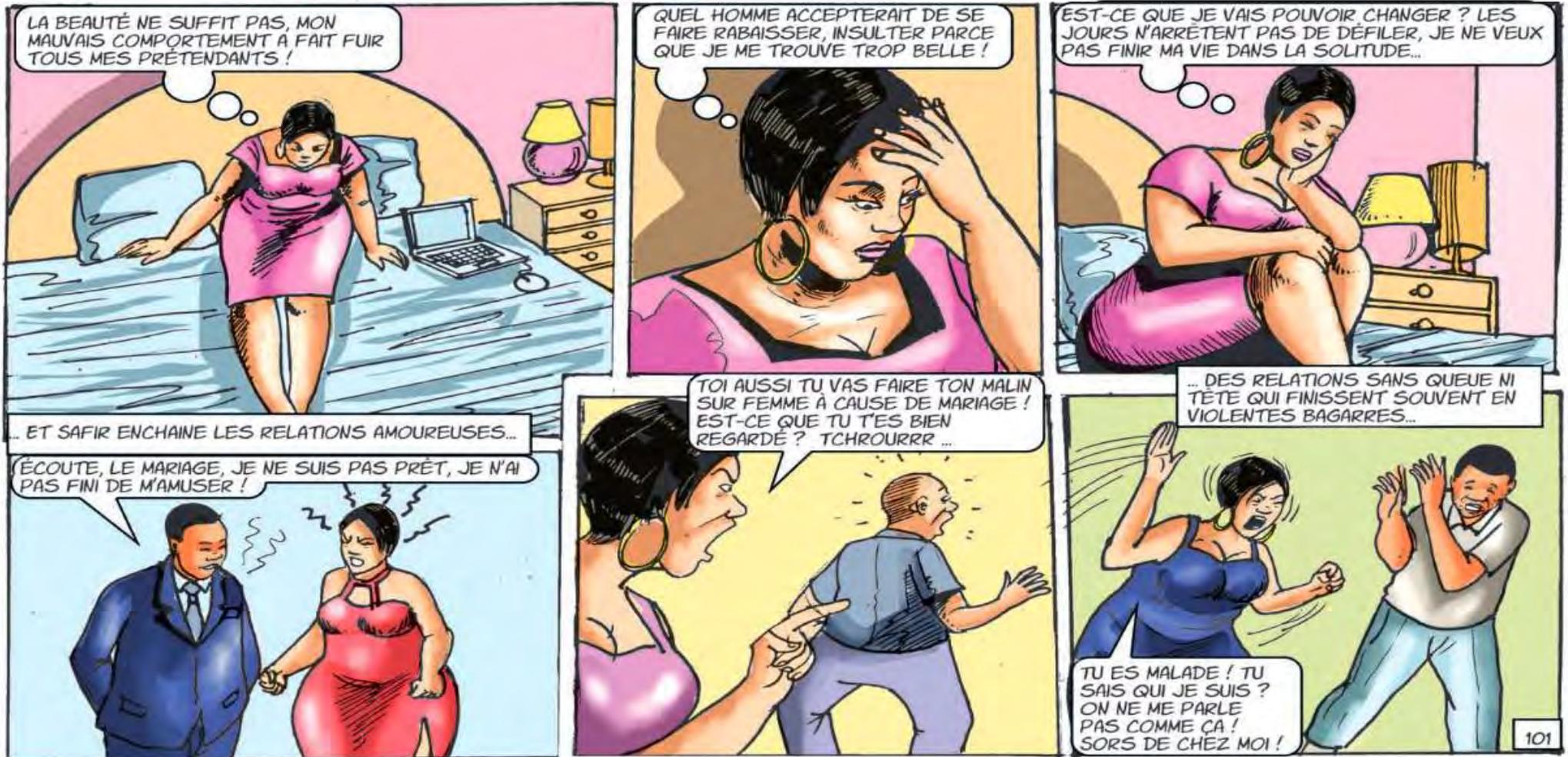
Notre souhait est de voir les choses évoluer. Je pense que le gouvernement a fait une communication et ce que nous pouvons dire pour l'instant c'est que nous voulons bien comprendre l'attitude du gouvernement », a indiqué à 7info, Bli Blé David.

Richard Yasseu

Détente

Le temps ne t'appartient pas

Par *Desiré Atsain*



Caricature

